



Conférence de presse pour le lancement de la campagne **Continuons Bénéfique**

18 décembre 2025, 9h30

c'est le mot parlé qui fait foi

Bénéfique : Un canton sûr avec une capitale fédérale sûre **Philippe Müller, conseiller d'État**

La sécurité revêt une importance croissante.

La situation internationale, et donc nationale, s'est nettement détériorée au cours des six dernières années. Il est de notre devoir d'y réagir et de prendre des mesures préventives. La sécurité intérieure relève de la compétence des cantons. Mais aujourd'hui, la sécurité intérieure et la sécurité extérieure ne peuvent plus être dissociées.

Il s'agit de rendre le canton de Berne plus résistant, ou en novlangue : plus résilient, face aux menaces et aux dangers existants.

Nous équipons la police avec ce qui est malheureusement nécessaire aujourd'hui, à savoir des cyber-experts, des drones et des pilotes de drones, des chiens robots, des chiens renifleurs de drogues et d'explosifs, des canons à eau. En 2020, nous avons commencé à augmenter les effectifs de la police cantonale bernoise. Plus 360 hommes et femmes en 10 ans. Dans l'ensemble, tout se déroule comme prévu. C'était une décision judicieuse et prévoyante qui nous aide beaucoup aujourd'hui. Seulement, nous demanderions aujourd'hui 500 à 600 policiers supplémentaires. Nous devons donc continuer à augmenter les effectifs à l'avenir. Cela s'explique notamment par le développement du crime organisé, les conflits internationaux et leurs répercussions sur la Suisse, par exemple autour des ambassades (Russie, Ukraine, Iran, Israël, etc.).

Des manifestations violentes à Gaza tentent d'exporter le conflit au Proche-Orient en Suisse et dans le canton de Berne. La police est fortement sollicitée. Elle a été massivement attaquée par une foule extrêmement violente. Des tentatives d'attaques contre des institutions juives ont également eu lieu. Sans l'intervention de la police et sans ses canons à eau, non seulement le restaurant traditionnel Della Casa, mais aussi toute la rangée de maisons de la vieille ville de Berne auraient pu être incendiées. Parmi les manifestants et leurs partisans, on trouve non seulement des personnes d'origine arabe, mais aussi des sympathisants suisses, ainsi que des ONG, c'est-à-dire des organisations privées telles qu'Amnesty International. Nous devons être très vigilants et prendre des mesures, notamment en ce qui concerne l'extrémisme politique, l'islam politique et l'antisémitisme.

La protection civile et la résilience du canton et de l'administration doivent également être renforcées. Les glissements de terrain, les pannes d'électricité, les inondations ou même d'éventuels bombardements sont des dangers réels que nous ne devons pas ignorer. La protection civile sera réorganisée sur le plan de la formation, l'organe cantonal de conduite (KFO) sera clairement défini et mis en place plus tôt qu'auparavant. Les infrastructures telles que les gares souterraines, les parkings ou les tunnels, qui offrent une protection temporaire en cas de bombardements, doivent être identifiées. L'administration doit assurer ses services vitaux les plus importants sans interruption, même en cas de crise, et être formée à cet effet.



Enfin, il s'agit de préserver l'État de droit et l'égalité de traitement pour tous : chacun doit respecter la loi. Ceux qui ne le font pas doivent être punis. Et pas seulement certains. Au final, si nécessaire, par une peine d'emprisonnement. Même si les places en prison sont rares. Tant que les règles en matière d'espace sont respectées, je ne vois pas de problème.

La prévention reste importante : en général, mais aussi dans les écoles et dans le domaine de la violence domestique en particulier, où les efforts ont été considérablement intensifiés ces dernières années.

La sécurité est une condition préalable à une économie forte, à la cohésion sociale et à l'avenir de nos enfants. Les familles s'installent et les investissements se font là où règne la sécurité. La sécurité devient de plus en plus importante.